

2^{ème} intervention Fédération CGT Santé Action Sociale Saint Malo

1- Concernant la santé, le programme Macron c'est l'accélération de la privatisation de l'hôpital public, du médico-social, des Ehpad, du social et la territorialisation.

Pour la santé, il annonce la poursuite des réformes engagées depuis 5 ans, accélérées par **la grâce du Ségur**, mais dit-il en **«changeant de méthode»** en fixant **«pendant plusieurs mois des objectifs nationaux, des leviers nationaux»** mais avec **«des solutions bâties au niveau des acteurs locaux»**.

Parmi ces acteurs locaux, Macron vise en particulier les organisations syndicales. **Il veut les associer à tous les niveaux à la mise en œuvre de ses réformes de liquidation de l'hôpital public, de sa privatisation et de l'éclatement des droits nationaux des personnels (qualifications, rémunérations) et des malades en territorialisant l'organisation de la santé.**

D'ores et déjà, Clinéa, filiale d'Orpéa bénéficie de **«solutions bâties au niveau des acteurs locaux»** pour récupérer nombre de lits et services d'hôpitaux publics de Verdun ou à Charleville-Mézières par exemple.

Pour rappel, La privatisation des Ehpad a été permise par la loi du 24 juillet 1997 qui a ouvert les financements publics (assurance maladie pour les soins, départements pour la dépendance) aux établissements privés commerciaux à but très lucratifs, prisés par les fonds de pension et autres gestionnaires de fortune. Nous sommes d'accord avec les syndicats CGT d'ORPEA et de Korian qui se prononcent pour la nationalisation de tous les EHPAD privés commerciaux. Une nationalisation sans aucune indemnité, ni rachat, ils doivent des centaines de millions à la Sécurité Sociale, aux départements, aux familles.

La responsabilité de notre congrès est de se prononcer contre ce programme en défense des hôpitaux et établissements publics et de tous les personnels de tous les secteurs.

2- Macron veut poursuivre et amplifier la démolition de la fonction publique

et ce qu'il reste des acquis statutaires des fonctionnaires, remettre en cause la rémunération assise sur des qualifications, les grades et les grilles de carrière basées sur le point d'indice, au profit d'évaluation et de contrats individuels; ce que le **«Ségur»** a initié dans la fonction publique hospitalière, tout comme la réforme des 3 fonctions publiques.

Anticipant sur la réélection de Macron, De Montchalin, avec zèle, a programmé une «concertation» avec les organisations syndicales de fonctionnaires en contrepartie d'une augmentation du point d'indice pour le prochain quinquennat.

Point d'indice bloqué depuis plus de dix ans qui a fait reculer dramatiquement le pouvoir d'achat d'autant plus avec l'envolée actuelle de l'inflation, soit tous les systèmes de rémunérations.

Notre syndicat fait les comptes du Ségur:

Les organisations qui ont cautionné cette concertation ont accepté un marché de dupes sur le dos des personnels.

Ainsi les 183€ (CTI), non seulement ne couvrent pas la perte de pouvoir d'achat, mais cette prime et tout le Ségur a contribué à diviser les personnels alors qu'une mobilisation importante, toutes catégories confondues s'exprimait en juin 2020.

Le Ségur c'est aussi des reculs sociaux dans les droits statutaires (temps de repos diminués, heures sup, annualisation, gel de l'indemnité sujétion 13h...).

Maintenant, Castex instrumentalise cette prime vis à vis des syndicats du social pour imposer la fusion des conventions collectives rejetée massivement par nos collègues de l'Action Sociale.

Notre campagne pour les élections dans la FPH ne prend de sens que si l'on caractérise le Ségur. **C'est une IMPOSTURE.**

Le syndicat CGT du CHU de Clermont-Ferrand nous a mandatés pour que cette motion soit soumise au vote du Congrès Fédéral.

- **la responsabilité de notre congrès est de dénoncer l'ensemble du programme de Macron qui est la poursuite de celui mis en œuvre depuis 5 ans, en vue d'achever la destruction de toutes les conquêtes ouvrières.**
- **A quelques jours des élections présidentielles, notre syndicat, comme toute organisation se réclamant de la défense des travailleurs, ne peut être neutre vis à vis des principaux candidats des partis de la bourgeoisie, les Macron, Péresse, Le Pen et Zemmour.**
- **Notre congrès doit clairement condamner leurs programmes totalement anti ouvriers et appeler à empêcher leur élection.**